



**Association
Régionale
pour l'Etude
de l'Histoire
de la Sécurité Sociale**

**Siège : 2 r du doyen Jacques Parisot
54500 Vandœuvre-lès-Nancy
Secrétariat : 11 r d'Auxonne 54000 Nancy
06.73.56.45.08 arehssgrandest@gmail.com**



**conservatoire national
des archives, de l'histoire
de l'éducation spécialisée
et de l'action sociale**

**Siège : 2 r de Torcy 75018 Paris
Délégation GRAND EST
11 r d'Auxonne 54000 Nancy
06.73.56.45.08
cnahes.grandest@gmail.com**



**Siège : 36 rue du Doubs
67011 Strasbourg cedex 1
secrétariatchrss@carsat-am.fr**

PROJET GRAND EST : « LA SÉCURITÉ SOCIALE A 80 ANS EN 2025 »

Compte-rendu de la 11^{ème} séance du Comité de Pilotage du 10/07/25

Rédaction : Jacques Bergeret, délégué CNAHES Grand Est et à ce titre secrétaire de l'AREHSS, coordonnateur de l'ensemble des manifestations.

Diffusion 02/09/25

Composition actualisée du CoPil = 32 membres :

Présents (9) : **Moussa Aridja** (Cnahes), **Bernard Balzani** (Université de Lorraine), **Jacques Bergeret** (Cnahes & Arehss), **Jean Pierrel** (membre du bureau de la coordination nationale des Comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité), **Denis Poisson** (Citoyenneté Active Lorraine), **Kristel Meiffret-Delsanto** (Institut François Génys-Université de Lorraine), **Jean-Marie Spaeth** (CFDT), **Jean-Marie Villela**, (Cnahes, Arehss et Université de Lorraine). **Somhack Limphakdy** (Association pour une SS de l'alimentation Alsace),

Excusés (3) : **Thibaut Besozzi** (IRTS de Lorraine), **Estelle Grandpoirier** (Réseau FOREAS et Forum IRTS de Lorraine), **Gilles Grouvel** (Directeur CPAM de l'Aube), **Claudie Trecziack** (Président de l'Association Marche et Rêve de Joeuf, membre du CA de la Mutuelle Familiale d'Homecourt et de la commission exécutive CGT d'Homecourt),

Absents (20) : **François Audigier** (Université de Lorraine), **Franck Briey** (DG Adapeim), **Alain Caps** (CHRSS Alsace-Moselle), **Luc Chervy** (Président CAF du Haut-Rhin), **Dabescat Christophe**, membre du Cnahes et de l'Arehss, **Samuel Fargette** (CAF 88 et Union des Familles Laïques - UFAL), **Bernard Friot** (Institut Européen du Salarial), **Antoine Gardavaud**, Sous-Directeur à la Régulation et à la Relation avec les Acteurs en Santé (DRRAS), **Estelle Grandpoirier** (Réseau FOREAS et Forum IRTS de Lorraine), **Patrick Heidmann** Président du Régime Local d'assurance maladie d'Alsace Moselle, **Jean-Paul Higelé** (Université de Lorraine), **Jean-Paul Lacresse** (Président UDAF de Meurthe-et-Moselle), **Henri Molon** (Arehss), **Loïc Millot** (Forum IRTS de Lorraine, site de Ban-Saint-Martin Metz), **Yassine Ouazene** (UTT Troyes), **Pascal Raggi** (Université de Lorraine), **Maxime Scaduto** (Association pour une SS de l'alimentation Alsace), **Françoise Seirrolle** (CGT), **Thierry Tauran** (Université de Lorraine, Institut François Génys), **Étienne Thévenin** (Arehss, Université de Lorraine),

Ordre du jour :

1. Accueil éventuel de personnes arrivant pour la 1^{ère} fois et retours possibles sur le c.r. de la séance précédente.
2. Informations nationales.
3. Point général avant la pose de l'été et la reprise prévue le Jeudi 11 septembre de 18h à 19h à bien noter dans votre agenda !

1 – Accueil éventuel de personnes arrivant pour la 1^{ère} fois et retours possibles sur le c.r. de la séance précédente.

Accueil des présents pour la 1^{ère} fois.

Jacques Bergeret : **Claudie TRECZIACK**, devait se présenter mais en raison de problèmes techniques récurrents, il n'a pu se brancher comme prévu. Il m'a fait parvenir ce qu'il aurait dit le 10 juillet pour se présenter dans le petit texte suivant :

« Je suis le président de *l'Association marche et rêve !* qui organise depuis 24 ans le festival des rencontres sociales sur le secteur Joeuf Homécourt, en fait sur 8 communes.

Quelques mots pour comprendre la naissance de notre festival : En 1995 aux 100 ans de la CGT des militants ont organisé des initiatives culturelles et sociales sur l'histoire de la CGT : « cinéma, débats et théâtre » sur Joeuf, Homécourt mais également en lien avec la Moselle. En 2002 une militante nous propose de réfléchir à la création d'initiatives du même genre. Nous décidons donc de nous ouvrir sur le milieu associatif, mutualiste... L'un des grands principes étant que le festival se tienne toujours autour de la date du 8 mars. Nous commençons alors avec un programme sur Joeuf (une salle de cinéma) et Homécourt (Centre culturel Pablo Picasso). Notre festival est aujourd'hui itinérant sur cinq à sept lieux différents et sur deux départements avec entre 1000, 2000 et une seule fois 3000 spectateurs et sur 8 à 15 jours. Quelques parrains célèbres, dont « Albert JACQUARD, également Jean-Paul JAUDE, avec son film « *Nos enfants nous accuseront* » ... un film aujourd'hui d'actualité. Partenariats avec le « Festival des solidarités » et « Octobre rose ». Nous sommes aujourd'hui une équipe d'animation composée de 12 militants et l'association compte 200 adhérents.

Nous avons réservé la salle et le film « *La sociale* » pour la soirée-débat du jeudi 16 octobre au cinéma *Casino* de Joeuf, ainsi qu'une réflexion pour intervenir dans le milieu scolaire... nous verrons ceci à la rentrée scolaire de septembre. »

Retour sur le compte-rendu de la séance précédente.

Luc Chervy, président de la CAF du Haut-Rhin reçue a écrit le 23/06/25 : « je regrette depuis le départ de ne pas avoir pu participer à ces copils .../... Je tiens à vous féliciter pour la présentation faite il y a quelques semaines, à l'architrave, de Strasbourg. Cela était passionnant ». Ces félicitations sont à mettre principalement au crédit du Comité d'histoire de la SS Alsace Moselle, d'Alain Caps et de Jeanne-Marie Tuffery-Andrieu, la présidente du Comité scientifique ainsi qu'Isabelle Lustig, la directrice de la CARSAT Alsace-Moselle.

II – Informations nationales.

Les dernières informations, en date du 03/07/25, m'ont été communiquées par Marie-France Laroque, Secrétaire Générale de l'Association pour l'étude de l'histoire de la SS & du CHSS.

- Les activités développées autour des 80 ans de la Sécurité sociale se mettent en place. Elles sont présentées sur le site <https://80ans.securite-sociale.fr/> qui est mis périodiquement à jour. S'y trouve notamment le dossier de presse, les événements et les colloques, des informations sur le concours jeunes et diverses ressources (info graphies, expositions – dont *Ô la Sécu !*, vidéos, podcasts etc.).
- Le CHSS travaille pour sortir au troisième trimestre 2025 le n°18 de la Revue d'Histoire de la Protection Sociale (RHPS) sur *Le moment 45* et le tome X de *La sécurité sociale, son histoire à travers les textes*, portant sur la période 2006-2025.

- La préparation du *Colloque sur l'informatisation de la Sécurité sociale* programmé à Paris au Ministère le 26 novembre 2025, salle Pierre Laroque avance.
- David Riquet de la société *Changement de décor* a produit une pièce « *Célébration !* » autour des 80 ans de la Sécurité sociale dont l'autrice est directrice-adjointe de l'URSSAF de Languedoc Roussillon. David Riquet m'a contacté le 03/07/25 à ce sujet.

Créée par Élidie Mentrel, directrice départementale des Pyrénées-Orientales à l'Urssaf Languedoc-Roussillon et mise en scène par Blandine Métayer, cette comédie de boulevard à 5 comédiens, d'1h15, présente des situations quotidiennes qui mettent en scène les multiples interactions avec la Sécurité sociale et rappelle aux employés leur rôle crucial dans la société et les défis que rencontrent leurs usagers. Lien du site du spectacle pour en savoir plus : <https://www.changementdedecor.com> (Production & diffusion d'Autrices, 127 rue du faubourg poissonnière - 75009 Paris. 01 47 64 76 40 / 06 67 68 17 82) sur lequel, vous aurez des interviews de l'autrice Élidie Mentrel et de Blandine Métayer la metteuse en scène, ainsi que les dates de la tournée programmées.

Ce spectacle conçu pour être joué dans le cadre d'événements internes aux Organismes de SS ou ouverts au public met en lumière cette formidable aventure humaine, portée par des valeurs de solidarité, de justice et de fraternité. Le spectacle a été labellisé « 80 ans » et les caisses de SS sont informées. C'est assez orienté sur les contacts que les gens ont avec les organismes de sécurité sociale et la manière dont les professionnels de la sécurité sociale répondent à leurs sollicitations. Et donc, c'est très approprié d'abord pour le public professionnel et bien sûr, ensuite à tout un chacun, puisqu'on a tous affaire aux professionnels de la sécurité sociale un jour ou l'autre.

Les moyens techniques sont plutôt légers ; il n'y a pas besoin d'avoir une régie professionnelle. La pièce peut se produire en plein jour. Bien sûr, si la manifestation doit se passer dans une salle de 400 ou 500 personnes, il faut des micros VHS. Le décor, est simplifié avec deux kakemonos. Il faut fournir quelques éléments matériels que tout le monde trouve très facilement : un canapé, un fauteuil, une petite table. La pièce dure une heure quinze. Le coût, c'est 5.800 € hors taxe. La TVA de 5,5 %. Donc, il faut rajouter 290 €. Donc, on est autour de 6.090 € auxquels il faut rajouter aussi en fonction du lieu ce qu'on appelle le VHR, c'est à dire voyage hébergement restauration.

J'ai demandé à David Riquet où on en était pour le moment dans les touches d'éventuelles sollicitations à vis de cette proposition qui est quand même très récente. J'en ai repéré deux concernant le Grand Est :

- la CARSAT Alsace-Moselle (contact : Julie André) où s'est déjà tenu le colloque de Strasbourg initié par le Comité Alsace-Moselle d'étude de la SS. Si cela devait aboutir, il semble que la pièce serait plutôt donnée à Strasbourg.
- l'URSSAF de Lorraine (contact : Amélie Guillault).

Je ne sais pas si ces « touches » vont ou non aboutir et se matérialiser. J'ai dit à David Riquet que j'en parlerais aujourd'hui en lui indiquant sans attendre qu'en l'état, le Comité de pilotage du *Projet Grand Est : la SS a 80 ans en 2025* ne disposait pas des moyens financiers pour s'engager et que l'initiative de le faire relevait plutôt des organisations de SS. David Riquet m'a évoqué le moyen de réduire les coûts, dès lors que plusieurs organismes s'associeraient avec la possibilité aussi d'une billetterie faisant un peu participer les spectateurs.

Conclusion sur ce point : la mise en œuvre de la pièce « *Célébration !* » requiert des moyens financiers dont le *Projet Grand Est : la SS a 80 ans* ne dispose pas. Il est possible que cela intéresse certaines organisations de SS dans le Grand Est. Si c'est le cas, merci de me le faire savoir afin de nous puissions relayer l'information.

III - Point général avant la pose de l'été et la reprise prévue le Jeudi 11 septembre de 18h à 19h à bien noter dans votre agenda !

Colloque de Troyes du 02/10/25 9h-13h (Pilote GPT Aube : Gilles Grouvel Dir. CPAM)

Le service communication de la CPAM de l'Aube a envoyé par mail du 08/07/25 une 1^{ère} invitation ainsi intitulée :

« Madame, Monsieur, À l'occasion des 80 ans de la Sécurité Sociale, nous avons le plaisir de vous inviter à un colloque exceptionnel qui reviendra sur les fondements, les grandes évolutions et les perspectives d'avenir de ce pilier de notre modèle social. Cet événement aura lieu le **2 octobre 2025, de 9h00 à 13h00, au sein du grand amphithéâtre de l'UTT**, 12 rue Marie Curie, à Troyes. **Nous vous invitons à noter cette date dès à présent dans vos agendas.** Le programme détaillé et les modalités d'inscription vous seront communiqués début septembre. Nous espérons vivement vous compter parmi nous pour ce moment fort de réflexion, d'échanges et de célébration. Bien cordialement. Les organismes de Sécurité Sociale (CPAM, CARSAT, URSSAF) ».



RÉSERVEZ VOTRE JOURNÉE

La sécurité sociale fête ses 80 ans

JEUDI 2 OCTOBRE 2025

DE 9 H À 13 H
À L'UTT DE TROYES

AU PROGRAMME :

- JEAN-MARIE SPAETH, ANCIEN SECRÉTAIRE NATIONAL DE LA CFDT ET ANCIEN PRÉSIDENT DE LA CNAM
- DES INTERVENANTS INTERNATIONAUX, RÉGIONAUX ET LOCAUX
- DES TABLES RONDES AVEC DES COLLABORATEURS DES ORGANISMES DE SÉCURITÉ SOCIALE

la sécurité sociale

80 ans
Citoyenne et solidaire depuis 80 ans.

EN PRÉSENCE DE :

- FRANÇOIS BAROIN, ANCIEN MINISTRE, MAIRE DE TROYES ET PRÉSIDENT DE TROYES CHAMPAGNE MÉTROPOLE
- CHRISTOPHE COLLET, PRÉSIDENT DE L'UTT
- PHILIPPE PICHÉRY, PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AUBE ET VICE-PRÉSIDENT DE LA CNSA



Je voudrais souligner l'engagement de Gilles Grouvel qui pilote le Groupe Projet Territorial de l'Aube et la capacité qu'il a eu de fédérer diverses organisations et personnalités en vue de la réalisation de ce colloque.

Questionnaire en vue d'un débat public dans un quartier politique de la Ville de Jarville 54 – (Pilote : Denis Poisson V.Pdt Citoyenneté Active Lorraine).

Jacques Bergeret : vous vous rappelez du projet de questionnaire dont on avait discuté en CoPil, dont on s'est rendu compte après coup qu'il avait déjà été validé par Henri Molon, édité et lancé par Citoyenneté Active Lorraine, faisant que les discussions qu'on avait eues à son sujet étaient intéressantes, mais un peu à côté de la plaque sur un plan opérationnel.

Depuis, Denis, tu as assuré une permanence dans le quartier ; ce serait intéressant de nous parler des contacts que tu as eus avec les gens dans cette première phase de sollicitation de bien vouloir répondre à un questionnaire sur la Sécurité Sociale. Combien de questionnaires au bout du compte ont été récupérés ? ; puisque maintenant le temps prévu pour cette première phase de sondage par questionnaire est passée et que tu as accepté de faire le dépouillement et l'analyse des réponses obtenues en vue de la seconde phase de restitution-débat prévue à l'automne. Donc tu as la parole.

Denis Poisson : effectivement, les questionnaires ont été distribués avec des urnes disposées au CCAS, à la bibliothèque et dans une association locale. Notre objectif était de cibler spécifiquement le public quartier politique de la ville de *la Californie* à Jarville. Il y a lieu de renouveler ici tous mes remerciements à la municipalité de Jarville pour l'aide apportée. Trois urnes qui ont été mises à disposition de la population du quartier durant tout le mois de juin et j'ai effectuée moi-même, avec le soutien d'un animateur de quartier, une permanence dans la rue, avec une table, quelques chaises pour m'entretenir et connaître un peu le point de vue des gens qui passaient. Le résultat pour l'instant, c'est 130 questionnaires informés sur une période d'un mois, tout le mois de juin ; ce qui correspond entre 7,5 et 8 % de la population du quartier politique de la ville. On n'arrive pas aux 10 % espérés avec environ 200 questionnaires informés au regard d'une population aux alentours de 1.800 personnes, puisqu'on arrive à un petit 8 %. Pour le dépouillement, j'ai rentré dans toutes les données des réponses des habitants sur un fichier Excel. Je suis en train de travailler sur les croisements. Quand je dis « je suis en train », c'est un pieux mensonge parce que j'ai surtout fait appel à mon fils, qui est beaucoup plus spécialisé que moi dans l'utilisation d'Excel et des croisements possibles des données. Je dispose déjà de quelques chiffres généraux si cela vous intéresse.

** Réponse unanime : oui, oui.*

Bon, très rapidement :

- sur les âges des personnes concernées, on constate 32 % de moins de 30 ans, 52 % de 30 à 60 ans et 16 % de plus de 60 ans.
- sur les situations sociales, on a 42 % de salariés, 18,5 % de demandeurs d'emploi, 25,5 % de sans-emploi et 14 % de retraités.

C'est quand même intéressant de constater que si la population principale (** de l'échantillon*) est constituée de salariés, cela ne représente que 42 % de la population, avec quand même 25,5 et 18,5 % qui sont soit demandeurs d'emploi, soit sans emploi. Donc, on voit bien que la population d'un quartier politique de la ville comme la Californie de Jarville reste quand même, sous cet angle-là, très problématique.

Parmi les deux premières questions posées qui étaient :

- « Avez-vous déjà été hospitalisé ? » « oui ou non » et « si oui, avez-vous payé les soins ? »
- la deuxième étant « Avez-vous déjà fait appel aux urgences ? » « oui ou non » et « si oui, avez-vous payé quelque chose ? »

Là, les réponses commencent à être intéressantes :

- Pour les hospitalisations, je ne dispose encore que des chiffres généraux pour l'instant et je n'ai pas les chiffres par tranche d'âge. Mais sur les chiffres généraux, on a 68 % des sondés qui ont été déjà hospitalisés. Et sur ces 68 %, 55 % disent ne pas avoir payé les soins. Mais 14 % disent les avoir payés.

Pour ce que j'ai pu constater lorsque j'ai accompagné les personnes qui remplissaient les questionnaires lors des permanences, pour les gens déclarant qu'ils avaient payé les soins, deux choses rentraient en ligne de compte. La première c'était *les dépassements d'honoraires*. La deuxième était une incompréhension sur le fait d'avoir payé des compléments remboursés ensuite par les mutuelles. Donc il y a un biais sur ces 14 % qui disent avoir payé les frais d'hospitalisation ; un biais qui est un petit peu difficile à cerner.

- Pour ce qui concerne l'appel aux urgences : 54 % de la population concernée a déjà fait appel aux urgences. Et là, par contre, 48 % sur ces 54 %, disent ne rien avoir payé. Et, un petit pourcentage étant passé à l'as, 5 % disent avoir payé quelque chose. Et là aussi, reste l'ambiguïté, même si elle est bien moindre ici, 5 %, cela ne représente pas grand-chose sur 70 personnes. Mais il y a une ambiguïté, qu'est-ce que les gens entendent derrière ça ? Et ça, je n'ai pas aujourd'hui la réponse.
- Et dernier point, en tout cas dans ce qui est analysé pour l'instant, à la question posée : « Si vous n'avez pas payé, à votre avis, qui a payé ? » ; parce qu'il a quand même bien fallu que l'hôpital, les soignants, etc., soient payés. Donc, à votre avis, cela a été payé par qui ? La question posée proposant deux réponses : soit par les cotisations des salariés et retraités, ou soit par les impôts. Là, les réponses sont assez intéressantes lorsqu'on pose la question : « par les cotisations des salariés ou des retraités ? », oui à 58 %, donc chiffre sur la population générale, non à 18 % et 24 % ne se prononcent pas. Ce qui est intéressant à remarquer, c'est que pour ceux qui ont répondu oui, 52 % sur les moins de 30 ans, 64 % sur les 30-60 ans et 52 % sur les plus de 60 ans, on voit bien qu'il y a une option particulière sur le choix par les cotisations. Alors que pour le paiement par les impôts, dans la population générale, 36 % disent oui et 39 % disent non. Et ce qu'il faut noter à cet endroit-là, parce que les chiffres, si on les additionne, ne correspondent pas, c'est qu'un certain nombre (mais là, je n'ai pas le chiffre, il fait partie de ceux qui viendront ultérieurement), il y a un certain nombre de répondants qui ont dit oui aux deux. À la fois les parties cotisations, à la fois partie impôts.

Donc, voilà pour l'instant sur les chiffres dont je dispose. Les chiffres qui restent à venir, que je n'ai pas encore sous la main, sont d'une part les réponses à la question de la possession d'une mutuelle : est-ce que les gens bénéficient d'une mutuelle et si oui, s'agit-il d'une mutuelle individuelle, collective ou de la C2S¹ ? Et il semble que la C2S soit quand même très présente. Je pense que là aussi, il y aura des ambiguïtés parce que des gens qui sont sans emploi ou demandeurs d'emploi disent avoir une mutuelle collective. Donc, là, je pense qu'il y a peut-être eu des incompréhensions dans le questionnement et en conséquence dans les réponses qui ont été apportées.

Dernières questions. La dernière question, enfin avant la dernière question fermée, si je puis dire, était la suivante : « Pour vous, la sécurité sociale concerne la maladie ? Oui, non. Les accidents du travail ? Oui, non. Les indemnités journalières ? Oui, non. Les prestations familiales ? Oui, non. Les assurances vieillesse ? Oui, non. Donc là, n'ayant pas encore les chiffres, je ne suis pas en mesure de vous apporter les réponses tout de suite puisque je n'ai commencé à étudier les questionnaires informés qu'en début de semaine.

¹ Complémentaire Santé Solidaire. La C2S est une couverture santé complémentaire financée par l'État, destinée aux personnes disposant de ressources modestes, afin de réduire au maximum le coût de leurs dépenses de santé.

Mais il semble ressortir quand même que principalement, les « oui » correspondent à « maladie, accident du travail et indemnités journalières » ; et par contre, les « non » plutôt du côté des « prestations familiales et des assurances vieillesse ». Ce qui confirme ce qu'on imaginait avec Henri Molon quand on a élaboré le questionnaire en posant cette question-là, c'est qu'en fait, quelque part, **il existe une confusion entre *Sécurité sociale* et *Assurance maladie***. Et que pour les gens, du coup, tout ce qui est maladie, accident, etc., oui, là, la Sécu, oui, d'accord. Mais dès qu'on passe aux prestations familiales : c'est la CAF ; et l'assurance vieillesse : c'est l'assurance retraite. Donc ça, ce n'est pas la Sécurité sociale. Donc voilà, je pense que l'interprétation, est là.

Je fais une toute petite parenthèse assez amusante puisqu'à un moment, lors de ma permanence, une des personnes qui a répondu au questionnaire était une assistante sociale du secteur et qui à la question sur les prestations familiales et les assurances vieillesse, a répondu, devinez quoi ? Je vous laisse deviner ; mais vous avez compris qu'elle a répondu « non ».

La dernière petite *question ouverte* sera un petit peu plus compliquée à traiter : « D'après vous, comment devient-on assuré social ? ». Beaucoup de gens, je n'ai pas encore le pourcentage mais on l'aura pour la rentrée, beaucoup n'ont pas répondu à cette question car ils ne savent pas. Et parmi les réponses, parfois un peu compliquées que j'ai eu du mal à comprendre, mais parmi les réponses les plus importantes, la première semble être *le travail*. Il faut travailler et si on travaille on est assuré social, voilà. Une autre dimension de réponse, c'est *être français* ou *avoir des papiers français*. Voilà pour les résultats actuels.

Jacques Bergeret : merci Denis. Le travail n'est pas terminé au niveau de l'exploitation de ce questionnaire qui constitue un sondage nous apportant des indications très intéressantes à toutefois ne pas extrapoler compte-tenu de la limitation méthodologique qui lui est constitutive. Il devrait permettre de préparer une forme de restitution des résultats avec la population, les organisations du quartier et la municipalité pour un débat au titre des 80 ans de la Sécurité Sociale animé conjointement par Citoyenneté Active Lorraine, l'AREHSS et le CNAHES. Et puis je suggère qu'on invite aussi des représentants d'organismes de Sécurité sociale pour mener cette discussion, en particulier de la CPAM comme nous l'avons fait lors de la séance au cinéma Caméo de Nancy avec Catherine Véronique (Directrice Adjointe) et Antoine Gardavaud (Sous-Directeur à la Régulation et à la Relation avec les Acteurs en Santé) membre du CoPil qui sont très attentifs à la dimension pédagogique.

Denis Poisson : moi en tous cas, lors de mes permanences de juin en discutant avec les gens, je me suis engagé auprès d'eux en disant qu'on envisageait, sans doute à la période d'octobre, d'organiser une rencontre avec les gens du quartier et que les gens seraient informés, notamment ceux qui ont répondu au questionnaire s'ils sont intéressés, non seulement pour leur faire un retour sur les résultats de ce questionnaire, mais également en disant s'il y a des erreurs de fait ou des incompréhensions sur les choses, on viendra avec des personnes compétentes pour réexpliquer les choses et permettre aux gens de bien comprendre le fonctionnement global de la Sécurité Sociale.

Jacques Bergeret : d'accord. Merci pour ce point au titre de Citoyenneté Active Lorraine.

Groupe Projet Territorial Joeuf (54) Manifestation(s) du 16/10/25 après-midi. Pilote : Claudie Trecziack

Jacques Bergeret : je rappelle ce que Claudie Trecziack m'a écrit et dont j'ai fait part en début de réunion :

« Nous avons réservé la salle et le film *La sociale* pour la soirée-débat du jeudi 16 octobre au cinéma *Casino* de Joeuf, ainsi qu'une réflexion pour intervenir dans le milieu scolaire... nous verrons ceci à la rentrée scolaire de septembre. »

L'intervention auprès des élèves de terminale d'un lycée, sans doute de la ville de Briey, dépend de la rencontre prévue début septembre du maire de Joeuf, André Corzani, et de l'Éducation Nationale locale. Les pistes d'animation évoquées sont : 1/ Projection-débat du film documentaire « La Sociale » ; ou 2/ séance animée par l'équipe pédagogique de la CPAM de Meurthe-et-Moselle (sous réserve de la possibilité et de l'accord de la direction de cet organisme) ; L'idée de communiquer le document « *La Sécurité sociale : caractéristiques et enjeux clés – Document support pour toute démarche didactique à destination du grand public* » établi par Moussa Aridja, a été proposée par Claudie Trecziack et retenue par le maire.

Groupe Projet Territorial Vosges – Manifestations du 31/10/25 à Bruyères et une conférence en vue en décembre avec l'économiste Victor Duchesne. (Pilote : Jean-Pierrel)

Jean Pierrel : depuis notre dernière réunion en vidéoconférence, on s'est vu avec Jacques et Moussa.

Jacques Bergeret : pour que tout le monde soit au même niveau d'informations, je propose qu'on fasse un rappel de ce qui est en préparation :

1/ Il est actuellement retenu de faire un événement en milieu rural le vendredi 31 octobre dans la salle des fêtes, 2 Place Jean Jaurès à Bruyères dans les Vosges. L'appui de la municipalité est acquis et la salle est réservée. On avait évoqué l'intérêt de disposer d'éléments d'exposition pédagogiques sans doute mobilisable à la CPAM des Vosges, mobilisables lors de la manifestation. Plusieurs pistes sont ouvertes sans que les contenus soient encore bien définis :

- en première partie de la soirée-débat prévue à 20h : intervention de Moussa Aridja dans la piécette humoristique en préparation sur les idées reçues sur la Sécurité Sociale, suivie d'un échange avec la salle.
- en seconde partie de soirée, une ou des interventions sur l'histoire de la SS, sachant que Jean Pierrel et son association de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité « ADEMAT-H de Remiremont » sont à la recherche d'un conférencier, le CNAHES et l'AREHSS seront en capacité de proposer des contenus (par exemple à partir des fondateurs de la SS) et d'assurer l'animation de la soirée.

2/ Une seconde manifestation est évoquée sur *la sécurité sociale alimentaire* ; elle pourrait se discuter avec la coordinatrice du *Plan alimentaire territorial de la Déodacie* et Somhack Limphakdy.

Jean Pierrel : pour l'instant, j'ai eu des échanges de mails avec l'une et l'autre, mais je n'ai pas eu de contact téléphonique avec la coordinatrice du plan alimentaire de Saint-Dié qui m'avait expliqué qu'elle était relativement débordée.

3/ Une troisième avance un peu. Je vous avais évoqué que j'avais un contact avec un économiste de la santé qui s'appelle Victor Duchesne, qui travaille beaucoup sur *la financiarisation de la santé*.

Donc on pouvait imaginer qu'il y ait quelque chose d'un peu pointu sur ces questions-là, mais un colloque qui soit quand même grand public. Après plusieurs échanges de textos, il doit m'appeler au téléphone demain matin à 9h30. Donc je ne peux pas vous en dire plus pour l'instant, ni sur sa disponibilité, ni comment il envisage les choses. Mais dès que j'aurai quelque chose d'un peu plus concret, je vous en ferai part.

Jacques Bergeret : il faut faire attention au vocabulaire, ce qu'on a plutôt envisagé, pour le cas où ça marcherait, ce n'est pas un colloque, c'est une conférence.

Jean-Pierrel : oui, tu as raison, il s'agit d'une conférence.

Jacques Bergeret : et tu avais dit que là, ce serait en ville.

Jean Pierrel : oui, à Épinal ou Remiremont. A ma sollicitation de la CPAM des Vosges, j'ai eu un retour par mail demandant de quels outils pédagogiques on aurait besoin. J'ai essayé de téléphoner pour échanger avec la personne, et pour l'instant, je n'ai pas de retour. Donc je vais répondre par mail.

Jacques Bergeret : tu avais évoqué par ailleurs la possibilité de mobiliser une exposition sur les 80 ans de la SS, où en es-tu à ce sujet ?

Jean Pierrel : là, c'est pareil, je me suis renseigné, mais je n'ai pas encore quelque chose de concret à vous donner. Il y a eu le 28 juin une fête de l'Humanité dans les Vosges à Fraize où j'ai appris qu'une exposition sur l'histoire de la Sécurité Sociale avait été réalisée par des militants et syndicaux. J'ai lancé plusieurs coups de téléphone. On devait me rappeler pour me transmettre les photos et savoir à qui m'adresser pour savoir si cette exposition pouvait être un outil mobilisable localement. Et je n'ai toujours pas de retour, mais je ne désespère pas. Voilà en résumé où j'en suis.

Jacques Bergeret : tu avais rapporté lors d'une précédente réunion du CoPil qu'il semblait que la CGT ne souhaitait pas fêter les 80 ans de la SS avec les autres organismes, mais de le faire à partir de leur propre communication. Compte-tenu de l'importance historique de la CGT et du Parti Communiste dans la période instituante de l'actuelle SS, avec notamment le rôle déterminant et injustement éclipsé pendant des années d'Ambroise Croizat, ministre du travail du premier gouvernement de Charles De Gaulle en 1945-46, il me semble intéressant de connaître et rendre compte du point de vue de la CGT évoquant cette période historique instituante de la Sécurité Sociale. Je souhaite que nous puissions y arriver.

Revenons à la préparation du déroulement possible de l'évènement de Bruyères du 31 octobre à 20 heures, à la salle des fêtes de la grosse agglomération de Bruyères qui compte 2.000 habitants ; on est en milieu rural de montagne et la communauté de commune est concernée. Comme tu l'as rappelé, nous avons eu une réunion avec Moussa Aridja qui a donné son accord pour participer à l'évènement et nous avons retenu l'idée pour démarrer la séance de s'appuyer sur la piécette humoristique qu'il prépare sur les idées reçues de la sécurité sociale. Sauf qu'en constatant dans les discussions l'état d'inachèvement de la préparation, j'ai trouvé qu'il y avait un risque, manier l'humour en public n'est pas aisé, même pour des professionnels de ce genre de spectacle. J'ai proposé de construire un diaporama comportant de l'iconographie historique moquant et brocardant la SS, lequel pourrait constituer un support, le spectacle étant donc composite, Moussa faisant l'acteur par ailleurs en sortant un certain nombre de trucs susceptibles de toucher les gens en mobilisant le rire. Quoi qu'il en soit, on disposerait d'un support, ce qui permettrait en toute sécurité d'assurer cette introduction à la soirée-débat.

Cela implique de faire des recherches pour trouver l'iconographie historique, mais aussi d'actualité car il existe des documents réalisés par des organismes de SS qui sont fabriqués à titre de documents pédagogiques et qui sont intéressants. Je vais vous en montrer un à titre d'exemple pour avoir une idée plus précise.

** En partage d'écran, il visionne le document (5 diapos : titre, image et texte) « idées reçues sur la Sécurité sociale ».*



- Idée reçue n° 1 : « La Sécu, c'est la carte Vitale »
- Idées reçues n° 2 : « La Sécu ne fait rien pour moi »
- Idée reçue n° 3 : « La Sécu est financée par mes impôts »
- Idée reçue n° 4 : « La Sécurité sociale c'est le trou de la Sécu »
- Idée reçue n° 5 : « La Sécu est une administration poussiéreuse »

Donc, des supports existent en ligne qu'on peut aussi mobiliser pour discuter avec les gens. Pour la bonne cause que l'on défend, l'idée est de s'inspirer ou de reprendre ce qui existe déjà pour réaliser un diaporama approprié mobilisable dans le cadre de ce que nous voulons faire.

N'oublions pas d'autre part, au titre des ressources, le texte réalisé par Moussa Aridja « *La Sécurité sociale : caractéristiques et enjeux clés – Document support pour toute démarche didactique à destination du grand public* » qui est en ligne et qui est très apprécié. Au passage, ce texte a été repéré dans le Pays-Haut par les organisateurs de la manifestation du 16 octobre qui se propose d'en faire une distribution auprès de ceux qui viendront à la soirée ciné débat « La sociale » et peut-être déjà l'après-midi pour les lycéens de terminale de Jarny ou de Briey. Je vais maintenant donner la parole à Moussa Aridja pour qu'il nous dise où il en est dans la préparation de sa contribution.

** Arrêt du partage d'écran.*

Moussa Aridja : c'est vrai que la dernière fois, j'étais dans une phase où j'étais un peu en panne, mais là, ça a l'air d'être parti : tout récemment, j'ai eu une flamme inspiratrice qui s'est traduite par pas mal d'idées sur le texte qui pourrait accompagner les images projetées par le Diaporama. Donc le texte avance, il faut qu'il soit assez fourni et que je puisse ensuite l'élaguer par la suite pour l'améliorer en ne gardant que ce qui est bon à garder.

Jacques Bergeret : je vous encourage dans ce travail. Comme nous l'avons évoqué, il peut y avoir un mix consistant à s'appuyer sur un Diaporama et puis à un moment donné entrer dans une séquence théâtrale, sur un mode alternatif : Moussa prend la parole et fait l'artiste, juste pendant deux minutes sur un point et on rebascule sur le Diaporama. Vous voyez, ce genre de choses. Rien n'est encore décidé.

Ce qui compte, c'est d'arriver à capter l'attention de l'auditoire, de taper juste par rapport à ce qui touche les gens en matière de santé-social et de ne pas oublier la ligne principale qu'on a d'informer sur la Sécurité Sociale et de produire les conditions d'un débat à ce sujet avec eux,

en étant attentif à la manière dont cela fonctionne de leur point de vue, c'est-à-dire avec les satisfactions et insatisfactions dont ils peuvent rendre compte, les incompréhensions sur lesquelles ils demandent des explications et puis aborder la question de l'avenir de la protection sociale et en particulier de la Sécurité Sociale.

Pour conclure sur ce point, je dirai que le Groupe Projet Territorial Vosges piloté par Jean Pierrel est bien lancé avec en perspective deux ou trois manifestations. Une visioconférence de ce GPT est prévue très prochainement, le 17 juillet prochain et d'autres pourront être programmées en fonction des nécessités.

** Cette réunion s'est depuis effectivement tenue avec l'arrivée de personnalités locales. A la suite une seconde réunion est prévue. Un point sera fait lors de la réunion du CoPil du 11 septembre.*

Échanges de fin de réunion.

Voilà, le temps passe vite. Il est déjà 18h45. Il nous reste un quart d'heure pour cette dernière réunion avant la période de vacances d'été. A cette date, plusieurs manifestations se sont tenues et il nous faut être attentifs à en garder les traces pour les valoriser ; une manifestation a été annulée (Colloque au Centre de la Paix de Verdun) ; plusieurs manifestations sont encore en phase de préparation avec pour la plupart des dates arrêtées et il nous faut en faire la publicité à la rentrée de septembre. Quelqu'un demande-t-il la parole ?

Somhack Limphakdy : j'ai été contactée avant-hier par le Centre de Stosswihr², qui va accueillir la Confédération nationale des foyers ruraux les 24 et 25 octobre. Ils m'ont demandé d'intervenir sur la sécurité sociale de l'alimentation. Je vais caler les choses avec eux, mais je pensais peut-être inscrire cette proposition dans le cadre du Projet Grand Est : la SS a 80 ans en 2025 ; c'est pour que vous soyez tous au courant.

Jacques Bergeret : d'accord, si cela se confirme, il y aura lieu de me faire parvenir une fiche événement (** cf. modèle en ligne téléchargeable à la rubrique « Comité de Pilotage » de l'espace numérique dédié au Projet Grand Est*).

Je viens de recevoir un message de Claudie Trecziack qui me dit que vraiment il n'est pas doué, alors qu'il s'était branché en début d'après-midi pour être sûr que ça marche, ce qui m'avais rassuré, depuis trois quart d'heure, il n'y arrive pas. Je vais lui proposer d'utiliser le téléphone... mais je tombe sur le répondeur. Je donne donc la parole à Kristel Meiffret-Delsanto qui pilote le Groupe Projet Territorial du colloque de Nancy.

Groupe Projet Territorial Colloque de Nancy des 27-28/11/25 (Pilote : Kristel Meiffret-Delsanto)

Kristel Meiffret-Delsanto : la préparation du colloque avance, les intervenants sont sollicités. J'avais une réunion ce matin avec mon laboratoire pour faire le point. Sur le modèle de ce qu'a fait Troyes, on va sans doute faire une sorte de teasing, de sorte à commencer à annoncer le colloque, etc. Ce que je propose, c'est qu'on se programme une nouvelle réunion en groupe restreint (** GPT*) pour se revoir et échanger sans impliquer tout le CoPil. Il y a des intervenants dont je n'ai pas le contact, Paul Clavier, par exemple. Là, j'en suis au stade où je vais relancer tout le monde, réinformer officiellement, etc. Maintenant, si vous avez des questions, je suis complètement disposée à vous répondre.

² Centre de vacances à Stosswihr (68) en Alsace dans la vallée de Munster.

Jacques Bergeret : Kristel, c'est toi qui as la main pour faire des propositions de créneaux possible pour une nouvelle réunion du Groupe Projet Territorial.

Kristel Meiffret-Delsanto : et bien, aucun problème, je vous écris un mail à tous d'ici la fin de la semaine.

Bernard Balzani : à l'IAE, des collègues ont pris l'initiative de faire un peu de publicité sur le projet de colloque de Nancy de novembre. Et du coup, il se pourrait qu'il y ait partiellement des promotions de licence et de master, dont le diplôme que je pilote, qui pourraient participer au colloque. C'est peut-être autour d'une cinquantaine ou une soixantaine d'étudiants.

Kristel Meiffret-Delsanto : génial.

Bernard Balzani : sur le master dont j'ai la responsabilité, j'essaie de clarifier les choses dès que ce sera possible, c'est-à-dire à partir de la rentrée le 8 septembre ; et de voir comment éventuellement des étudiants et étudiantes peuvent être contributifs ou aider à l'organisation du colloque. J'ai l'idée de leur proposer de monter un projet tutoriel ou une séquence de nature pédagogique, pour qu'ils soient peut-être soit dans des synthèses, soit dans des résumés, soit dans des prises de notes ou encore en position de fournir une aide technique pour l'organisation. Dernier point : je redis la possibilité éventuelle sur le plan financier d'une éventuelle contribution budgétaire de l'UE en tant que telle.

Kristel Meiffret-Delsanto : Comment cela pourrait-il se concrétiser ? Est-ce que je te mets en lien directement avec Anne Regnard³ ? Parce que pour le coup, c'est elle qui gère les contrats, les budgets.

Bernard Balzani : oui.

Kristel Meiffret-Delsanto : je lui écris et je vous mets en lien. On fait comme ça et puis à la rentrée, ça pourra certainement s'activer parce qu'on a des délais courts de réaction pour engager les finances.

Kristel Meiffret-Delsanto : d'accord. C'est impeccable. Super et merci beaucoup !

Demandes de subvention pour le Projet Grand Est : la SS a 80 ans en 2015.

Jean-Marie Villela : on a malheureusement une réponse négative sur l'une des deux demandes de subvention qu'on avait faites. Il s'agit de celle adressée au ministère de la Santé. Donc on attend la lettre nous expliquant pourquoi ils ne veulent pas de nous. Et puis, je viens de relancer il y a quelques heures le Conseil régional puisqu'il m'avait promis une réponse pour la fin juin. Je ne l'ai toujours pas eue. Je voudrais quand même avoir des éléments avant la période de l'été. Pour eux, la demande est toujours en instruction, donc on n'est pas jetés pour le moment.

Kristel Meiffret-Delsanto : Je ne sais plus si je l'ai dit ou pas, parce que je me perds un peu dans tout ça. Mais si je fais le récapitulatif, on a obtenu 3.000 € du CoPil national des 80 ans de la SS au titre du colloque de Nancy, et j'ai reçu par Marie-France Laroque⁴ la proposition de convention pour 1.000 € de soutien du Comité d'histoire de la Sécurité Sociale national au colloque de Nancy. Cela vient alimenter en plus.

³ Anne REGNARD est la Responsable administrative de l'Institut François Geny à la Faculté de Droit, Sciences économiques et Gestion de l'Université de Lorraine à Nancy.

⁴ Marie-France LAROQUE est Secrétaire Générale du Comité d'Histoire de la Sécurité Sociale & Coordinatrice des Comités Régionaux d'Histoire de la Sécurité Sociale.

Je l'ai mise en relation avec Anne Regnard pour que les signatures se fassent. Reste la question et du coup, merci Jean-Marie de l'avoir évoqué parce que ça m'y fait penser : mon labo m'a informé ce matin qu'il faut qu'on prenne plus de précautions quand il y a les institutionnels. On a envisagé la présence des représentants du Conseil régional, du Conseil départemental, et Mathieu Klein maire de Nancy et président de la Métropole du Grand Nancy.

Jacques Bergeret : ce n'est pas seulement envisagé, c'est engagé !

Kristel Meiffret-Delsanto : c'est engagé, voilà ! Donc on est d'accord, je leur dis bien qu'elles mettent en place le mode communication en présence de politique.

Jacques Bergeret : oui.

Kristel Meiffret-Delsanto : J'ai un contact à la DSS et je dois l'appeler pour un autre sujet le 21. Je voulais vous demander aussi, est-ce que je tente de voir avec eux s'ils veulent envoyer quelqu'un du ministère ?

Jacques Bergeret : ça ne mange pas de pain !

Kristel Meiffret-Delsanto : je peux demander, on est d'accord avec ça. Il n'y aura pas de couac entre le régional et le national ? C'est bon ?

Jean-Marie Villela : s'ils ramènent les sous en même temps, c'est bien.

Kristel Meiffret-Delsanto : alors ça, les sous, on m'a quand même fait comprendre que les finances étaient resserrées et que je pouvais toujours aller me brosser.

Jean-Marie Villela : c'est une blague.

Kristel Meiffret-Delsanto : voilà, on peut espérer. Ceci dit, naïvement, j'ai posé la question. On m'a gentiment expliqué que non. Mais bon, on est d'accord avec ça, je tente.

Jean-Marie Villela : bon, impeccable alors.

Kristel Meiffret-Delsanto : je vous tiens au courant de tout ça. De toute façon, je reviens vers vous rapidement pour une réunion.

Jean-Marie Villela : si jamais ça se débloque, l'histoire des subventions qui restent, je vous ferai un mail pour vous dire où on en est. Et finalement, après, on verra comment on gère la répartition en fonction des différentes actions.

Kristel Meiffret-Delsanto : j'ai oublié de le dire qu'on a obtenu aussi ce matin 1.200 € de *l'Association française de droit du travail et de la Sécurité sociale*. Alors, il se trouve que j'ai été élue secrétaire générale tout fraîchement de cette association dont le président est Patrice Adam. Je pense que cela a dû aider à obtenir un peu des subventions. C'est la nouveauté du jour. Donc, on commence à disposer d'un budget qui devrait nous permettre de faire quelque chose de chouette.

Jean-Marie Villela : c'est parfait.

Jacques Bergeret : félicitation, mais en qualité de secrétaire tu vas être à la tâche, quoi mais pas aux honneurs !

Kristel Meiffret-Delsanto : je suis à la tâche, mais j'ai un président qui partage, de trop même. Donc, il n'y a pas de souci.

Jacques Bergeret : bon allez c'est bien ! Est-ce que Jean-Marie Speath a quelque chose de particulier à partager avec nous ?

Jean-Marie Spaeth : non, non, je n'ai rien de particulier, mais juste un commentaire suite au sondage qui nous a été présenté tout à l'heure.

** cf. premiers résultats présentés par Denis Poisson du Questionnaire de Citoyenneté Active Lorraine.*

Je trouve que ce sondage montre bien la confusion totale qui existe dans l'esprit des gens sur ce qu'est la Sécurité Sociale, l'État, etc. Je crois que la réalité qui se dégage, c'est qu'il y a confusion. Comment voulez-vous que quelqu'un dise que la retraite, c'est la Sécu, quand il y a de tels débats, motions de censure sur la retraite au Parlement ? C'est compliqué à comprendre Sécu, État. Pour le financement, c'est pareil : il y a une confusion totale entre cotisation et CSG. CSG, est-ce que c'est un impôt ou une cotisation ? On en débat tout le temps. Pourquoi je fais ce commentaire ? Parce que pour reprendre ce que tu as dit d'être attentifs dans les réunions et les colloques à débattre de l'avenir, ce qui est pour moi fondamental ; je trouve que c'est très compliqué de débattre de l'avenir quand il y a une telle confusion sur la réalité dans laquelle on est, celle où on vit et celle où sont les gens. C'est un commentaire. D'où l'importance d'essayer de remettre les choses au bon endroit, mais c'est très très compliqué pour les gens.

** Bernard Balzani fait savoir qu'il a mis un message sur la messagerie personnelle de Jean-Marie Villela.*

Jacques Bergeret : personne ne veut prendre la parole ? Écoutez, moi je vous souhaite un bel été et merci pour la collaboration et le travail collectif. On se retrouve au mois de septembre. Bonne vacances.

** Salutations croisées : Bonne vacances à vous aussi. Bonne soirée. Bel été. Bel été à tous. A tout bientôt. Ciao ! Merci.*

* * *

fin de réunion 19 h

Prochaine réunion : Jeudi 09/10/25 18h-19h

Et notez par avances en rappel les deux dernières de l'année :

Jeudi 13/11/25 18h-19h

Jeudi 11/12/25 18h-19h

Lien d'accès à l'espace numérique dédié au projet :

<https://www.cnahes.org/le-cnahes-en-regions/grand-est/la-delegation-regionale/travaux-en-cours/protection-sociale-la-securite-sociale-a-80-ans-en-2025/>